

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL
MISSION MINISTÉRIELLE
PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

2021



PROGRAMME 352

INNOVATION ET TRANSFORMATION NUMÉRIQUES

MINISTRE CONCERNÉE : AMÉLIE DE MONTCHALIN, MINISTRE DE LA TRANSFORMATION ET DE LA FONCTION
PUBLIQUES

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Nadi BOU HANNA

Directeur de la direction interministérielle du numérique (DINUM)

Responsable du programme n° 352 : Innovation et transformation numériques

Placé sous la responsabilité du directeur interministériel du numérique, le programme 352 initialement créé pour "accélérer le financement des startups d'État" élargit son champ d'action et s'intitule désormais "Innovation et transformation numériques". Le programme 352 a pour objet de financer l'émergence et le développement de produits et services numériques innovants pour résoudre des problèmes de politiques publiques et permettre à l'État d'accélérer sa transformation numérique.

Les orientations principales du programme 352

Le programme 352 cofinance le recrutement des entrepreneurs d'intérêt général (EIG), de designers d'intérêt général (DIG), du Commando UX, experts numériques de la société civile pour diffuser la culture d'innovation numérique au sein de l'État.

Le programme 352 soutient ainsi des projets portés par des agents publics témoins d'irritants dans la relation que les usagers peuvent avoir avec leur administration ou témoins de méthodes de travail internes de faible efficacité ou dégradant la qualité du travail des agents publics. Le programme 352 finance l'animation de ces dispositifs d'innovation, et fournit aux équipes un environnement optimal pour réussir leurs projets (mentorat, ressources partagées, bonnes pratiques, retours d'expérience, temps collectifs...).

Le programme 352 permet aussi d'améliorer la qualité des démarches administratives en ligne et d'accélérer leur dématérialisation grâce au Commando UX. Les démarches prioritaires sont recensées dans l'observatoire de la qualité des démarches en ligne. Elles sont au nombre de 250.

Pour mener à bien cette mission d'innovation et de transformation numérique, le programme 352 intègre :

- des crédits de rémunération pour co-financer le recrutement, par les administrations, d'EIG, DIG et agents au profil atypique pour soutenir des projets d'innovation numérique ;
- des crédits de fonctionnement dédiés au financement des startups d'État. Le financement de ces startups d'État constitue l'un des principaux leviers de transformation numérique du service public porté par le programme Tech.gouv. Ce dernier, lancé en 2019, doit permettre d'accélérer la transformation des politiques publiques et des méthodes de travail dans les administrations grâce aux usages et aux technologies numériques.

Le projet de loi de finances pour 2021 prévoit de poursuivre et d'amplifier la dynamique initiée depuis 2019 en faveur de l'innovation et de la transformation numériques en ouvrant une enveloppe de 10,6 M€ en autorisations d'engagements et de crédits de paiement (dont 3 M€ de crédits de rémunération).

La stratégie de performance du programme 352

La stratégie du programme 352 s'articule autour de deux objectifs qui reflètent le champ d'action couvert par ce programme. Pour l'année 2021, ces objectifs se déclinent en ces termes :

- Favoriser l'émergence de produits numériques utiles aux usagers et aux agents ;
- Développer des méthodes de recrutement innovantes pour résoudre les défis publics.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	Favoriser l'émergence de produits numériques utiles aux usagers et aux agents
INDICATEUR 1.1	Nombre de problèmes investigués
INDICATEUR 1.2	Nombre de produits lancés par an
INDICATEUR 1.3	Nombre de produits abandonnés par an
INDICATEUR 1.4	Nombre de produits devenus des services public à impact national majeur au cours de l'année
OBJECTIF 2	Développer des méthodes de recrutement innovantes pour résoudre des défis publics
INDICATEUR 2.1	Nombre d'entrepreneurs d'intérêt général sélectionnés dans l'année
INDICATEUR 2.2	Nombre d'entrepreneurs d'intérêt général recrutés dans l'administration à la suite de leur défi
INDICATEUR 2.3	Nombre d'intrapreneurs formés à la méthode Startup d'État

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF

1 – Favoriser l'émergence de produits numériques utiles aux usagers et aux agents

INDICATEUR

1.1 – Nombre de problèmes investigués

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2021 Prévision	2023 Cible
Nombre de problèmes investigués	Nb	NA	47	80	50	140	200

Précisions méthodologiques

Source des données : Tableau de suivi de l'incubateur des services numériques de la DINUM

Mode de calcul : Nombre cumulé des problèmes investigués entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année N

Les problèmes investigués sont comptabilisés à la fin de la phase d'investigation et non au lancement. A titre d'exemple, une investigation lancée le 1er décembre dont les résultats seront connus au 1er février N+1, ne sera comptabilisé qu'en N+1.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

La crise sanitaire a ralenti les partenariats avec les administrations et à déplacé l'attention de beta.gouv.fr sur des produits de gestion de cette crise. Face à ces difficultés, un appel à investigations a été lancé en juin à destination des administrations pour en lancer de nouvelles d'ici la fin de l'année. La prévision 2020 a été ajustée en conséquence.

Prévision 2021 : l'incubateur des services numériques de la DINUM lancera un nouvel appel à investigation en 2021. En outre, les autres incubateurs du réseau continueront à investiguer des problèmes et à alimenter la croissance du dispositif Startups d'État.

Cible 2023 : Prévision de lancement d'un ou deux nouveaux incubateurs ministériels par an d'ici 2023 permettant d'augmenter le nombre d'appels à intrapreneurs et à investigations au sein du réseau des incubateurs de Startups d'Etat et de Territoires.

INDICATEUR

1.2 – Nombre de produits lancés par an

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2021 Prévision	2023 Cible
Nombre de produits lancés par an	Nb	34	32	30	23	40	50

Précisions méthodologiques

Source des données : Tableau de suivi de l'incubateur des services numériques de la DINUM

Mode de calcul : Nombre cumulé des produits lancés entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année N. Un "produit lancé" est compté lorsqu'une phase d'investigation aboutit sur un passage en phase de construction du produit, selon le fonctionnement décrit à <https://beta.gouv.fr/approche/>

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Le ralentissement sur les investigations dû à la crise sanitaire a mécaniquement réduit le nombre de produits lancés en 2020 dans le réseau beta.gouv.fr, ce que la prévision actualisée prend en compte. Une part de la croissance attendue en 2021 et jusqu'en 2023 proviendra des travaux menés conjointement avec l'incubateur de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires que nous accompagnons depuis le début de l'année 2020. Par ailleurs, la création des incubateurs du ministère de la Culture et du ministère de l'Economie et des Finances en 2020 permet l'accélération du lancement de nouveaux services numériques développés selon l'approche Startups d'État.

INDICATEUR

1.3 – Nombre de produits abandonnés par an

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2021 Prévision	2023 Cible
Nombre de produits abandonnés par an	Nb	5	8	10	8	13	21

Précisions méthodologiques

Source des données : Tableau de suivi de l'incubateur des services numériques de la DINUM

Mode de calcul : Nombre cumulé des produits abandonnés entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année N

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

En limitant le nombre de produits lancés grâce à la phase d'investigation qui agit comme un filtre, un taux d'abandon proche de 30% par rapport au nombre de produits lancés est désormais attendu pour les années à venir. En effet, Seuls les cas où le problème est assez universel pour justifier un investissement dans un service numérique passent en phase de construction.

INDICATEUR

1.4 – Nombre de produits devenus des services public à impact national majeur au cours de l'année

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2021 Prévision	2023 Cible
Nombre de produits devenus des services public à impact national majeur au cours de l'année	Nb	1	1	2	2	3	5

Précisions méthodologiques

Source des données : Tableau de suivi de l'incubateur des services numériques de la DINUM

Mode de calcul : Des millions de personnes ou 90% des usagers potentiels utilisent directement ou sont impactés positivement par le produit

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

La phase "Transfert" de l'incubateur vise à pérenniser des Startups d'État ou de Territoires au sein de leur administration d'accueil. La phase de transfert ou phase de consolidation est la dernière phase d'accompagnement du

programme beta.gouv.fr. Elle a pour objectif de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la pérennisation du service public numérique développé.

Certains de ces produits ont une visée à impact national majeur en 2020 (Mon Entreprise, SignalConso).

Par ailleurs, le fond d'accélération du financement des Startups d'État vise à co-financer des produits à fort impact nécessitant un soutien pour accélérer leur déploiement et leur impact. En 2020, 6 appels à candidatures auront été lancés et devraient permettre d'aider une vingtaine de produits. Certains seront à impact national majeur en 2021 (Aides Territoires, Résorption bidonville...).

OBJECTIF

2 – Développer des méthodes de recrutement innovantes pour résoudre des défis publics

INDICATEUR

2.1 – Nombre d'entrepreneurs d'intérêt général sélectionnés dans l'année

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2021 Prévision	2023 Cible
Nombre d'entrepreneurs d'intérêt général sélectionnés dans l'année	Nb	28	53	50	56	60	60

Précisions méthodologiques

Source des données : Chaque année, un appel à candidatures d'EIG est ouvert à destination de profils du numérique (notamment développement, sciences des données, design) qui souhaitent s'impliquer pour une période courte dans le service public. Les candidats postulent à des « défis de transformation numérique » portés par des acteurs publics. Le département Etalab de la DINUM pilote la sélection des candidats.

La sélection a lieu en deux temps : une première présélection est réalisée par l'administration. Un jury composé d'agents publics, d'experts, de membres de la société civile est ensuite organisé. Une fois sélectionnés, les lauréats intègrent ensuite les administrations qui portent les défis en signant un contrat de 10 mois. Le nombre d'EIG sélectionnés reflète à la fois l'attractivité du programme auprès de l'administration et auprès des profils extérieurs (à condition d'indiquer aussi le nombre de candidatures) et la qualité des candidatures (si les prévisions sont atteintes).

Les données intègrent également le nombre de recrutements effectués par la DINUM pour la constitution du commando UX.

Mode de calcul : Comptage manuel effectué chaque année suite à l'appel à candidatures (EIG) et suite aux recrutements pour le commando UX.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

La prévision de 2020 a été actualisée pour tenir compte du nombre d'entrepreneurs d'intérêt général recruté suite à l'appel à candidatures mené de mai à juillet 2020 et de 15 recrutements pour le commando UX, de septembre à décembre 2020, pour résoudre 10 défis d'administrations partenaires. De ce fait, la cible 2020 initiale a été dépassée : 15 recrutements pour le commando UX et 41 EIG effectivement recrutés (contre 50 EIG initialement prévus) du fait du nombre de projets retenus pour cette quatrième promotion (17 projets retenus contre une prévision d'environ 22). A noter que le nombre de projets pour la promotion EIG 4 a augmenté par rapport à la promotion 3 : 15 projets pour la promotion 3, 17 projets pour la promotion 4.

L'appel à candidatures pour recruter 41 entrepreneurs d'intérêt général a été un succès : plus de 800 candidatures ont été reçues, soit près de quatre fois plus que l'année précédente, ce qui témoigne de l'attractivité d'un programme d'intégration de compétences numériques au sein du service public.

L'appel à candidatures pour les 15 premiers recrutements du commando UX a également été très fructueux : plus de 250 candidatures ont été reçues, ce qui confirme l'attractivité de nos projets publics numériques.

La cible des entrepreneurs d'intérêt général et commandos UX à recruter est ajustée en conséquence pour les deux prochaines années (60). Cette cible, ambitieuse mais réaliste, permet de garder un haut niveau d'exigence quant aux profils recrutés et de s'assurer que les projets pourront être accompagnés et suivis de manière adéquate.

INDICATEUR

2.2 – Nombre d'entrepreneurs d'intérêt général recrutés dans l'administration à la suite de leur défi

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2021 Prévision	2023 Cible
Nombre d'entrepreneurs d'intérêt général recrutés dans l'administration à la suite de leur défi	Nb	9	14	15	15	16	18

Précisions méthodologiques

Source des données : L'une des ambitions du programme Entrepreneurs d'Intérêt Général et du commando UX est de susciter, pour des profils externes à l'administration et experts du numérique, des parcours au sein du service public

Cet indicateur reflète donc la capacité de l'État à améliorer sa marque employeur pour des profils numériques, offrir un environnement propice à l'innovation, s'engager dans des projets à fort impact. Il peut également être lu comme un marqueur du taux de transformation de certains projets accompagnés par le programme : ainsi, certains entrepreneurs d'intérêt général ont été recrutés à la suite de leur défi afin de faire grandir le projet. L'une des limites de cet indicateur : il ne reflète pas d'autres modalités de travail avec l'administration. Par exemple, certains entrepreneurs d'intérêt général travaillent ensuite comme entrepreneurs indépendants sur des projets de l'administration. Par ailleurs, cet indicateur comptabilise tous les recrutements, quelle que soit la durée du contrat.

Mode de calcul : Comptage manuel réalisé auprès de tous les EIG à la fin de la promotion et sur tous les recrutements effectués pour le commando UX

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les 10 mois du programme EIG permettent d'identifier les profils les plus pertinents à recruter à plus long terme. Les opportunités de recrutement au sein des administrations permettent de justifier le nombre de recrutements cibles : celui-ci correspond à environ 40% de la promotion envisagée en 2020. La prévision 2020 est confirmée.

En raison des contraintes et difficultés pour l'administration pour pérenniser ce type de profils, il paraît réaliste d'estimer que le nombre de recrutements pérennes en 2021(entrepreneurs d'intérêt général et commandos UX) conservera la même proportion.

INDICATEUR

2.3 – Nombre d'intrapreneurs formés à la méthode Startup d'État

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2021 Prévision	2023 Cible
Nombre d'intrapreneurs formés à la méthode Startup d'État	Nb	63	81	130	70	140	170

Précisions méthodologiques

Source des données : <https://beta.gouv.fr/stats>

Mode de calcul : Nombre cumulé d'agents publics ayant été formés à la méthode Startups d'État

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Le ralentissement de l'organisation des formations Alpha dû à la crise sanitaire a mécaniquement réduit le nombre d'agents publics formés à l'approche Startup d'État. Les formations Alpha sont des formations accélérées aux méthodes de la communauté beta.gouv.fr. et destinées à accompagner les nouvelles Startups d'État et de Territoires et leurs intrapreneurs.

A partir de 2021, les formations reprendront selon un rythme habituel, et le nombre d'agents formés pourra croître proportionnellement aux investigations lancées.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Total pour 2021	FdC et AdP attendus en 2021
01 – Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État	0	7 300 000	7 300 000	4 000 000
02 – Soutien au recrutement de profils rares dédiés à l'innovation numérique	3 000 000	300 000	3 300 000	0
Total	3 000 000	7 600 000	10 600 000	4 000 000

2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Total pour 2021	FdC et AdP attendus en 2021
01 – Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État	0	7 300 000	7 300 000	4 000 000
02 – Soutien au recrutement de profils rares dédiés à l'innovation numérique	3 000 000	300 000	3 300 000	0
Total	3 000 000	7 600 000	10 600 000	4 000 000

Innovation et transformation numériques

Programme n° 352 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2020 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2020 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Total pour 2020	FdC et AdP prévus en 2020
01 – Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État	1 500 000	7 700 000	9 200 000	4 000 000
Total	1 500 000	7 700 000	9 200 000	4 000 000

2020 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Total pour 2020	FdC et AdP prévus en 2020
01 – Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État	1 500 000	9 700 000	11 200 000	4 000 000
Total	1 500 000	9 700 000	11 200 000	4 000 000

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre ou catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en LFI pour 2020	Demandées pour 2021	FdC et AdP attendus en 2021	Ouverts en LFI pour 2020	Demandés pour 2021	FdC et AdP attendus en 2021
Titre 2 – Dépenses de personnel	1 500 000	3 000 000	0	1 500 000	3 000 000	0
Rémunérations d'activité	1 500 000	3 000 000	0	1 500 000	3 000 000	0
Titre 3 – Dépenses de fonctionnement	7 700 000	7 600 000	4 000 000	9 700 000	7 600 000	4 000 000
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7 700 000	7 600 000	4 000 000	9 700 000	7 600 000	4 000 000
Total	9 200 000	10 600 000	4 000 000	11 200 000	10 600 000	4 000 000

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01 – Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État	0	7 300 000	7 300 000	0	7 300 000	7 300 000
02 – Soutien au recrutement de profils rares dédiés à l'innovation numérique	3 000 000	300 000	3 300 000	3 000 000	300 000	3 300 000
Total	3 000 000	7 600 000	10 600 000	3 000 000	7 600 000	10 600 000

DÉPENSES PLURIANNUELLES

ÉCHÉANCIER DES CRÉDITS DE PAIEMENT (HORS TITRE 2)

ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2020

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2019 (RAP 2019)	Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2019 y.c. travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2019	AE (LFI + LFRs) 2020 + reports 2019 vers 2020 + prévision de FdC et AdP	CP (LFI + LFRs) 2020 + reports 2019 vers 2020 + prévision de FdC et AdP	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2020
2 203 176	0	15 300 948	15 059 463	2 444 661

ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP au-delà de 2023
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2020	CP demandés sur AE antérieures à 2021 CP PLF CP FdC et AdP	Estimation des CP 2022 sur AE antérieures à 2021	Estimation des CP 2023 sur AE antérieures à 2021	Estimation des CP au-delà de 2023 sur AE antérieures à 2021
2 444 661	2 444 661 0	0	0	0
AE nouvelles pour 2021 AE PLF AE FdC et AdP	CP demandés sur AE nouvelles en 2021 CP PLF CP FdC et AdP	Estimation des CP 2022 sur AE nouvelles en 2021	Estimation des CP 2023 sur AE nouvelles en 2021	Estimation des CP au-delà de 2023 sur AE nouvelles en 2021
7 600 000 4 000 000	5 155 339 4 000 000	2 444 661	0	0
Totaux	11 600 000	2 444 661	0	0

CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENT SUR AE 2021

CP 2021 demandés sur AE nouvelles en 2021 / AE 2021	CP 2022 sur AE nouvelles en 2021 / AE 2021	CP 2023 sur AE nouvelles en 2021 / AE 2021	CP au-delà de 2023 sur AE nouvelles en 2021 / AE 2021
78,93 %	21,07 %	0,00 %	0,00 %

Les restes à payer constatés au 31 décembre 2019 s'élevaient hors fonds de concours à 1,5 M€. Un niveau un peu supérieur de restes à payer devrait être constaté fin 2020 (2,4 M€) car la ressource en AE est nettement plus élevée en 2020 par rapport à 2019 (respectivement 10,7 M€ et 8 M€ en intégrant les reports). Ainsi, les restes à payer à fin 2020 correspondront très majoritairement à des engagements de 2020, la quasi-intégralité des restes à payer de 2019 étant désormais soldée. Le ralentissement des paiements constaté lors du confinement du printemps 2020 a donc été rattrapé durant l'été.

Innovation et transformation numériques

Programme n° 352 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

En 2021, la DINUM financera prioritairement les restes à payer de 2020 et prévoit de les solder intégralement courant 2021.

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION 68,9 %**01 – Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État**

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FdC et AdP attendus
Autorisations d'engagement	0	7 300 000	7 300 000	4 000 000
Crédits de paiement	0	7 300 000	7 300 000	4 000 000

Dans le courant de l'année 2019, l'État a lancé le programme Tech.gouv pour accélérer la transformation des politiques publiques et des méthodes de travail dans les administrations grâce aux usages et aux technologies numériques. Le financement des startups d'État constitue l'un des principaux leviers de transformation numérique du service public portés par le programme Tech.gouv.

En 2021, des crédits de fonctionnement prévus à hauteur de **7,3 M€** permettront de poursuivre la dynamique de transformation numérique et de concrétiser les engagements du FAST envers ses partenaires.

Le programme 352 permet par ailleurs à l'État de passer de nombreux partenariats avec d'autres entités publiques (collectivités locales, opérateurs de l'État, etc.) pour la création de services publics numériques de qualité afin de répondre à des problèmes de politiques publiques rencontrés par ces entités. Le rattachement d'un montant de **4 M€** de fonds de concours est attendu en 2021 au titre de ces coopérations (fonds de concours « Participations diverses à la création de services publics innovants »).

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de personnel		
Rémunérations d'activité		
Dépenses de fonctionnement	7 300 000	7 300 000
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7 300 000	7 300 000
Total	7 300 000	7 300 000

Pour l'exercice 2021, les dépenses de fonctionnement de l'action 1 s'élèveront à **7,3 M€** en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

Le budget de titre 3 comprend :

- le financement direct de start-ups d'État par la DINUM, limité à **1,3 M€**, compte tenu de l'internalisation d'une partie des compétences (coachs agiles recrutés au sein de la DINUM) ;
- le fonds FAST de cofinancement des start-ups d'État développées dans le cadre d'incubateurs ministériels, à hauteur de **5 M€**. La montée en puissance du fonds permet un effet démultiplicateur du programme 352 au profit de la capacité d'innovation numérique des administrations ;
- les expérimentations à mener par la DINUM à partir de 2021, à hauteur de **1 M€** (outillage et méthodes de travail pour piloter les politiques publiques par la donnée : collecte et mise en qualité des données, outils prospectifs).

ACTION 31,1 %**02 – Soutien au recrutement de profils rares dédiés à l'innovation numérique**

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FdC et AdP attendus
Autorisations d'engagement	3 000 000	300 000	3 300 000	0
Crédits de paiement	3 000 000	300 000	3 300 000	0

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de personnel	3 000 000	3 000 000
Rémunérations d'activité	3 000 000	3 000 000
Dépenses de fonctionnement	300 000	300 000
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	300 000	300 000
Total	3 300 000	3 300 000

Les crédits de rémunération (**3 M€**) doivent permettre à la DINUM de cofinancer la rémunération de profils rares dédiés à l'innovation numérique ; les recrutements sont effectués sur les emplois des ministères. Le cofinancement de la rémunération s'effectue par voie de transfert aux ministères recruteurs.

Ces recrutements correspondent principalement à des emplois d'entrepreneurs d'intérêt général (EIG), de désignés d'intérêt général (DIG) et de commandos UX ; il s'agit d'experts du numérique en contrats courts qui appuient les administrations dans leurs projets d'innovation.